

Cahiers du CEVIPOL
Brussels Working Papers

3/2017

Chine-Costa Rica: la projection
des normes chinoises en
Amérique centrale

Sophie Wintgens



Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL)

Université libre de Bruxelles

Campus du Solbosch

Avenue Jeanne 44 – CP 124

1050 Bruxelles

T. +32(0)2 650 4039

Editrice/Editor: Amandine Crespy, acrespy@ulb.ac.be

Archives et consignes pour soumission/Archives and instructions:

<http://cevipol.ulb.ac.be/fr/cahiers-et-notes/les-cahiers-du-cevipol-brussels-working-papers>



Sophie Wintgens est Chargée de recherches du F.R.S.-FNRS au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ses recherches postdoctorales portent précisément sur l'influence normative de la Chine en Amérique centrale et ses enjeux stratégiques à travers les relations Chine-Costa Rica et Chine-Nicaragua. Elle s'intéresse plus largement aux puissances émergentes, au multipolarisme et aux questions de gouvernance mondiale, ainsi qu'aux relations extérieures de la Chine (Chine-Union européenne, Chine-Afrique, Chine-Amérique latine, etc.). Elle est également Maître de conférences à l'Université de Liège (ULiège) et chercheuse associée au *Center for International Relations Studies* (Cefir).



Résumé

La République populaire de Chine (Chine) est aujourd'hui devenue un partenaire commercial incontournable, un important pourvoyeur d'investissements directs étrangers et un grand fournisseur de prêts financiers pour un nombre croissant de pays d'Amérique du Sud. Cette tendance s'observe également de plus en plus en Amérique centrale. L'accroissement de ses échanges économiques et commerciaux avec le Costa Rica, premier pays centraméricain à avoir établi des relations diplomatiques et signé un accord de libre-échange avec Pékin, va de pair avec la projection des normes économiques et politiques dont sa politique commerciale internationale est porteuse. Cet article analyse les enjeux stratégiques de la présence chinoise au Costa Rica afin d'évaluer la portée de l'influence du projet économique-politique de la Chine en Amérique centrale.

Mots-clés

Chine, Costa Rica, politique commerciale, enjeux stratégiques, Amérique centrale, influence normative

Abstract

The People's Republic of China (China) has now become an obvious trading partner, a major provider of foreign direct investment, and a large financial loans provider to an increasing number of South American countries. This trend is now being seen in Central America. The increase in economic and trade exchanges with Costa Rica, the first Centro-American country to establish diplomatic relations and to sign a free trade agreement with Beijing, goes along with the projection of Chinese economic and political standards of international trade policy. This paper analyses the strategic issues of the Chinese presence in Costa Rica to assess the scope of the influence of China's political and economic project in Central America.

Keywords

China, Costa Rica, Trade Policy, Strategic Issues, Central America, Normative Influence



1. INTRODUCTION

Les relations de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC)¹ avec les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont historiquement façonné l'agenda extérieur de ce sous-continent en termes de coopération diplomatique, commerciale, économique, financière et au développement. Depuis le début des années 2000, l'opportunité commerciale chinoise est dès lors une aubaine pour les États latino-américains qui souhaitent s'appuyer sur un nouveau pôle de croissance mondiale et diversifier leurs exportations sur le plan géographique. En 2014, la République Populaire de Chine (Chine) avait d'ailleurs dépassé l'UE comme deuxième partenaire commercial de la région, derrière les États-Unis. Ses engagements en matière d'investissements directs étrangers (IDE) et de prêts financiers sont en outre fortement appréciés dans une région qui supporte un important déficit infrastructurel. Si bien que la Chine, en une quinzaine d'années, est elle aussi devenue un partenaire commercial incontournable, un important pourvoyeur d'IDE et un grand fournisseur de prêts financiers pour un nombre croissant de pays latino-américains.

L'accroissement de la présence chinoise est également manifeste en Amérique centrale. Cette tendance apparaît toutefois dans des proportions moindres et en des termes différents qu'en Amérique du Sud. Le Costa Rica (depuis 2007) et le Panama (depuis 2017) sont pour l'heure les deux seuls pays centraméricains à entretenir des relations diplomatiques avec Pékin. Toutefois, l'absence de liens diplomatiques entre la Chine et la majorité des pays de la région n'a pas empêché l'accroissement des échanges économiques et commerciaux sino-centraméricains. Le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama, pays membres du Système d'intégration centraméricain (SICA), ont en effet bénéficié de la demande chinoise en matière de produits de base, sans toutefois jouir du super cycle des matières premières qu'a connu l'Amérique du Sud entre 2003 et 2013.

¹ L'ALC est composée de trente-trois pays. Géographiquement, douze pays sont situés en Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela), huit en Amérique centrale (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama et Salvador) et treize dans les Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago). Cet article porte spécifiquement sur les pays centraméricains membres du Système d'intégration centraméricain (SICA).



Si la littérature aborde, de manière croissante depuis une dizaine d'années, la question de l'influence de la Chine dans l'ensemble du sous-continent latino-américain (Pastrana Buelvas et Gehring 2017, Myers et Wise 2017, Gallagher 2016, Roett et Paz 2016, Ellis 2014, Fernández Jilberto et Hogenboom 2012, Fornés et Butt Philip 2012, Hearn et Leon-Manriquez 2011, Santiso 2007), elle évoque encore assez peu le cas de la pénétration chinoise en Amérique centrale. En outre, la plupart des études existantes appréhendent l'accroissement des relations sino-centraméricaines sous l'angle spécifique de la compétition diplomatique avec Taiwan (Alexander 2014, Esteban Rodríguez 2013, Erikson et Chen 2007) ou dans une perspective de rivalité géopolitique avec les États-Unis (Bernal 2017, Avendaño et Dayton-Johnson 2017). L'Amérique centrale et sa spécificité en tant que région à part entière du sous-continent latino-américain sont quant à elles souvent omises, voire négligées, en particulier en raison de la petite taille des pays centraméricains et de leur moindre importance stratégique pour la Chine.

En l'absence de relations diplomatiques entre Pékin et la majorité des États d'Amérique centrale (en l'occurrence le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua), les approches classiques de la puissance en Relations internationales permettent difficilement de considérer l'accroissement des échanges sino-centraméricains comme un facteur d'influence chinoise dans la région. La pénétration de la Chine en Amérique centrale ne peut en effet être appréhendée en termes exclusivement réalistes de transformations des équilibres de forces économiques, militaires, politiques, ni même diplomatiques régionaux. L'institutionnalisme néolibéral, et le poids qu'il accorde au rôle et à l'influence des institutions au sein du système international, ne suffit pas davantage à expliquer la construction d'une interdépendance sino-centraméricaine de plus en plus complexe. Considérant le *soft power*² comme consubstantiel à l'affirmation de l'État sur la scène internationale, les autorités chinoises ont elles aussi intégré l'importance de l'image de leur pays à travers le monde en s'appuyant sur la diplomatie publique. Considérer la

² Joseph Nye (2004 : 5-15) définit le « *soft power* » comme la capacité d'un État à « former les préférences des autres » par l'attrait de ses valeurs (de par le respect qu'elles suscitent, tant en interne qu'à l'extérieur), de sa culture (de par l'attractivité qu'elle génère) et de ses politiques (de par la légitimité qu'elles confèrent).



diffusion des normes³ (pratiques et discours) chinoises comme un facteur d'influence de la Chine en Amérique centrale offre dès lors une grille d'analyse davantage convaincante.

Que cette influence normative s'opère via la socialisation⁴ ou la persuasion⁵, elle permet d'appréhender l'influence chinoise dans une perspective dynamique et transitive telle qu'à l'œuvre dans un monde multipolaire en gestation (Deng 2011). En confrontant les pratiques commerciales et diplomatiques de la Chine (réalité) au sens que ses dirigeants confèrent à leurs actions (discours), cette approche permet dès lors d'évaluer la portée de l'influence de la Chine à travers l'impact de sa représentation du monde, d'elle-même et de sa place dans le monde sur les préférences (perceptions) et les comportements (actions) des autres acteurs du système international. Cette perspective, qui tient compte tant du contenu normatif que des discours qui l'accompagnent, permet ainsi d'envisager la question de l'influence de la Chine sous l'angle de la stratégie – moyens et discours légitimant – qu'elle déploie pour diffuser internationalement les normes régissant son marché propre (Bizzozero et Wintgens 2018 ; Wintgens 2014).

Dans ce cadre, cet article pose précisément la question de la projection en Amérique centrale des normes économiques (en matière de commerce, d'investissements et d'aides) et politiques (reprises sous le label diplomatique de « coopération Sud-Sud ») dont la politique commerciale internationale de la Chine est porteuse. Sur le plan méthodologique, il s'inscrit dans une démarche qualitative où deux types d'outils ont été utilisés pour collecter les données : les résultats d'une étude circonstanciée de sources primaires écrites (ouvrages et périodiques spécialisés, sites officiels, littérature grise et articles médiatiques liés aux acteurs étudiés) ont été complétés par et confrontés à ceux d'une douzaine d'entretiens semi-directifs réalisés en juillet-août 2017 auprès d'acteurs académiques (professeurs et chercheurs reconnus) et politico-

³ Depuis une vingtaine d'années (Miller et al. 2015, Checkel 1998), les chercheurs accordent une attention de plus en plus importante au rôle des normes dans les relations internationales, en s'interrogeant notamment sur leur influence sur le comportement des États.

⁴ La socialisation désigne le processus d'initiation à travers lequel, dans une communauté donnée, les nouveaux entrants se familiarisent avec ses idées, ses normes et ses règles.

⁵ La persuasion renvoie au processus d'interactions entre acteurs qui implique un changement d'attitude, de préférence ou d'intérêt, ne pouvant être expliqué par un élément de contrainte (coercition).



diplomatiques (conseillers politiques et diplomates) costariciens. Ces entretiens, menés dans le cadre d'un séjour de recherche scientifique à la Escuela de Ciencias Políticas de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Costa Rica (San José), visaient précisément à mettre au jour les représentations de la stratégie commerciale de la Chine ainsi que des normes afférentes dans le discours des destinataires costariciens. Ils ont également été croisés avec les représentations recueillies lors d'un focus-groupe réalisé le 16 août 2017 à la Universidad Nacional de Costa Rica (San José).

Considérant que l'influence de la puissance économique mondiale qu'est la Chine passe par la projection de son cadre normatif de coopération Sud-Sud, cet article commence par analyser le contexte général de la pénétration chinoise en ALC depuis le début des années 2000 (2). Dans ce cadre, il identifie les enjeux de la présence chinoise au Costa Rica (3), seul pays centraméricain jouissant d'un accord de libre-échange (depuis 2010) et d'un partenariat stratégique (depuis 2015) avec Pékin, afin d'évaluer la portée du projet économique-politique projeté par la Chine en Amérique centrale (4).

2. CHINE-AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES : UN PARTENARIAT, DEUX REGIONS

Jusqu'aux années 1980, le principal appui économique des pays du sous-continent latino-américain était leur puissant voisin du Nord. Avec l'arrivée des investisseurs européens durant les années 1990, un deuxième point d'appui financier et industriel s'est ajouté au premier, davantage commercial et financier. Les années 2000 ont ensuite vu émerger l'Asie, et plus particulièrement la Chine, comme troisième point d'appui économique incontournable en ALC. La pénétration chinoise dans le sous-continent latino-américain (2.1.) ne s'est toutefois pas opérée de manière homogène (2.2.).



2.1 La Chine comme nouveau partenaire extrarégional des pays latino-américains

La présence croissance de la Chine en ALC s'inscrit dans le cadre général de sa politique de « coopération Sud-Sud » (MFAPRC 2003) à l'égard des pays en développement. Inscrite au cœur d'une vague de convergences Sud-Sud alternative au système occidental dominant (OCDE 2013), cette coopération au développement présentée comme « mutuellement bénéfique » représente la porte d'entrée de la Chine en ALC : en échange de la satisfaction de ses intérêts nationaux, elle promet en retour une aide au développement – souvent accompagnée de dons pour la construction d'édifices prestigieux – et un investissement sans contrepartie politique, contrairement aux pratiques des bailleurs de fonds traditionnels. Ses quatre préoccupations majeures dans le sous-continent latino-américain sont précisément les suivantes : l'accès aux ressources naturelles énergétiques, minières et agricoles nécessaires à la poursuite de sa croissance ; le soutien politico-économique dans les forums régionaux et internationaux ; la course à la reconnaissance diplomatique avec Taiwan ; la quête de nouveaux débouchés pour ses exportations de produits manufacturés (Wintgens 2014 : 246).

Entre 2000 et 2015, le commerce bilatéral sino-latino-américain a ainsi été multiplié par vingt-et-un, passant de 12 à 247 milliards de dollars (CEPAL 2016 : 19). Endéans cette même période, la part des exportations du sous-continent à destination de la Chine est passée de 1 à 10 % et cette dernière figure aujourd'hui parmi les principaux fournisseurs de la plupart des pays latino-américains (CEPAL 2016 : 22). De même, alors que les investissements chinois en ALC ne s'élevaient qu'à sept milliards de dollars pour l'ensemble de la période 1990-2009, ils ont atteint près de 14 milliards de dollars pour la seule année 2010. Ils représentent depuis lors entre 3 et 8 % des flux d'IDE entrants dans la région, qui capte quant à elle sur base annuelle aux alentours de 14 % des flux mondiaux d'IDE chinois (Chen et Pérez Ludeña 2014 : 5 et 8, Dollar 2017 : 1).

En outre, la Chine a pratiquement doublé le montant de ses prêts à destination des pays latino-américains à une période où le financement des banques de développement occidentales envers le sous-continent connaissait au contraire une diminution graduelle : en 2010 et en 2015, où ils atteignaient respectivement 36 et 29,1 milliards de dollars, le montant des prêts concédés par la Chine ont en effet dépassé



ceux combinés de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Corporation andine de développement (CAF) (Ray et al. 2016 : 4). Les banques publiques chinoises – principalement la Banque chinoise de développement (CDB) et la Banque Import-Export de Chine (EximBank) – ont ainsi fourni depuis 2005 environ 141 milliards de dollars en engagements de prêts aux États latino-américains, positionnant aujourd'hui Pékin parmi les plus grands pourvoyeurs financiers de la région (Inter-American Dialogue 2017).

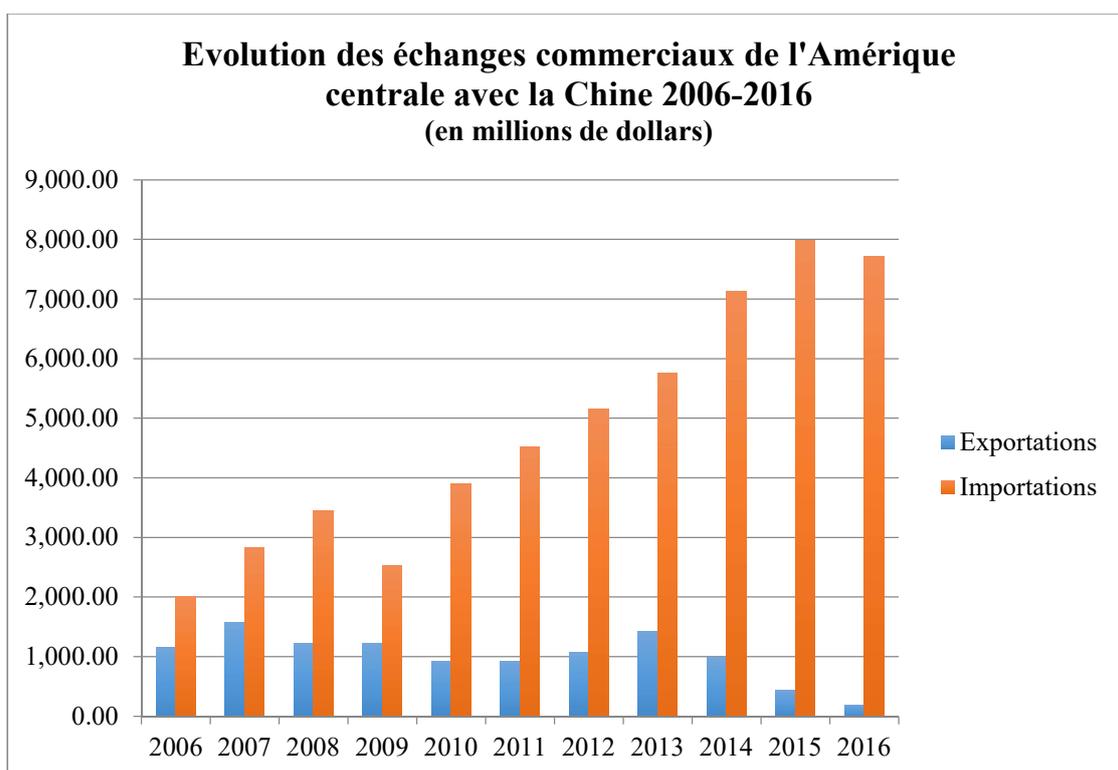
2.2 Chine-Amérique du Sud et Chine-Amérique centrale : une pénétration régionale à géométrie variable

Si la Chine est parvenue, en une quinzaine d'années, à s'affirmer comme un acteur extrarégional crédible, voire incontournable, pour un nombre croissant de pays latino-américains, la pénétration chinoise ne s'est toutefois pas opérée de manière homogène dans l'ensemble du sous-continent. L'intensification des échanges sino-latino-américains fut majoritairement portée par les pays du Cône Sud riches en ressources naturelles, tels que l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, la Colombie ou encore le Venezuela. L'envolée de la demande et des prix des matières premières nécessaires à la poursuite du développement économique de la Chine a constitué une véritable impulsion pour les exportations de produits énergétiques, miniers, agricoles ou encore forestiers des pays d'Amérique du Sud (CEPAL 2016 : 30-32).

Si les pays d'Amérique centrale ont eux aussi pu bénéficier d'un accroissement de la demande chinoise, notamment en matière de produits agricoles (sucre, café, banane, ananas, etc.), de la pêche ou encore de métaux (SIECA 2017), ils n'ont toutefois pas joui du « *China Boom* » (Gallagher 2016) qu'a connu l'Amérique du Sud entre 2003 et 2013. Les exportations centraméricaines à destination de l'Asie ont même globalement affiché un rythme de croissance annuel de -0,3 % en moyenne entre 2006 et 2015, tandis qu'elles augmentaient parallèlement en moyenne de 6,2 % vers les États-Unis et de 4,4 % vers l'UE (CEPAL 2017a : 24-25).

Ce constat s'explique, sur le plan économique, par le tissu commercial des pays centraméricains. Là où la structure d'exportation des pays du Cône Sud se concentre majoritairement sur des matières premières et des produits manufacturés à partir de

ressources naturelles, les pays d'Amérique centrale sont quant à eux spécialisés dans l'exportation de biens manufacturés de basse et moyenne technologie (Avendano et Dayton-Johnson 2017). Ils font dès lors davantage face à la concurrence croissante des produits chinois sur les marchés tiers et leurs marchés nationaux présentent moins de complémentarité avec la demande chinoise que les pays sud-américains (CEPAL 2017b : 11). Parmi eux, le Costa Rica présente en outre un niveau de diversification plus élevé, avec des biens manufacturés de haute et moyenne technologie (CEPAL 2017a : 27). Les exportations costariciennes à destination de la Chine se composent ainsi principalement de circuits intégrés et microstructures électroniques, de machines et équipements électriques ou encore d'instruments et appareils optiques, tandis que ses importations en provenance de Chine sont majoritairement composées d'équipements électriques et électroniques : téléphones portables, composants pour ordinateur, circuits intégrés, appareils de commutation et de routage (SIECA 2017).



Source : graphique réalisé en compilant les données du COMEX et du SIECA.

Pour leurs exportations, tout comme en matière d'investissements directs étrangers et d'aide extérieure, les pays d'Amérique centrale demeurent par ailleurs fortement



dépendants des marchés européens et surtout nord-américain (Spalding 2014). En 2016, les États-Unis représentaient en effet 40 % des exportations et 43 % des importations centraméricaines et l'UE respectivement 19 % et 9 %, tandis que la Chine ne représentait pour sa part que 1 % des exportations et 13 % des importations centraméricaines (INEC 2017 : 7, PROCOMER 2017). Les pays centraméricains – hormis le Panama – ont en effet signé en août 2004 un accord de libre-échange avec les États-Unis et la République Dominicaine (DR-CAFTA), destiné à faire de la région centraméricaine le second plus vaste marché pour les États-Unis en ALC après le Mexique. L'ensemble des pays membres du SICA jouit également d'un accord de libre-échange avec l'UE, dans le cadre d'un accord d'association global signé en 2012 (AACUE). Ils se caractérisent dès lors par une forte insertion dans les chaînes de valeur régionales organisées par les multinationales américaines et bénéficient de régimes préférentiels en termes d'accès aux marchés américains et européens.

Ce constat d'une moindre pénétration chinoise en Amérique centrale s'explique également sur le plan politique. Cette région regroupe quatre des onze pays latino-américains qui continuent de reconnaître diplomatiquement Taiwan (Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), là où seul le Paraguay maintient cette posture diplomatique en Amérique du Sud. Officiellement, la non-reconnaissance de l'île taiwanaise et l'acceptation corrélative du principe d'« une seule Chine » (TAOSC et SCPRC 1993) demeurent une condition *sine qua non* de l'établissement de relations diplomatiques, et par conséquent un prérequis à l'approfondissement de relations économiques avec Pékin. Si le récent établissement de relations diplomatiques avec le Panama ouvre de nouvelles perspectives régionales, le Costa Rica reste pour l'heure le premier et seul pays centraméricain à avoir signé en 2010 un accord de libre-échange avec la Chine.

Pékin n'affiche en outre pas officiellement de vision stratégique clairement définie à l'égard la région centraméricaine. Les *Policy Papers* chinois relatifs à l'ALC, respectivement publiés en 2008 et en 2016 (MFAPRC 2008, 2016), ne contiennent aucune occurrence du terme « Amérique centrale ». De même, le Plan d'action conjoint Chine-Amérique latine et Caraïbes pour la période 2015-2019 (China-CELAC Forum 2015), tel que publié en janvier 2015 lors du premier Forum de coopération multilatérale entre la Chine et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), ne mentionne pas plus l'Amérique centrale. Sur le site du Ministère



chinois des Affaires étrangères, les deux seuls pays centraméricains avec lesquels Pékin possède actuellement des relations diplomatiques – le Costa Rica et le Panama – sont quant à eux listés dans la rubrique « Amérique latine » (MFAPRC 2017a).

Il serait toutefois erroné de conclure que la région centraméricaine n'a pas d'importance politique ni même d'existence géographique dans la politique étrangère chinoise. Depuis 2007, l'influence normative de la Chine en Amérique centrale est en réalité projetée depuis la plate-forme costaricienne. L'analyse des enjeux des relations sino-costariciennes permet dès lors une lecture indirecte de la politique chinoise envers l'Amérique centrale.

3. LES ENJEUX DE LA PRESENCE CHINOISE AU COSTA RICA

La littérature scientifique (Esteban Rodríguez 2013, Córdoba Ramirez et Paladini 2013, Trejos Montero 2009, Cheng et Córdoba Ramirez 2009, Erikson et Chen 2007) fait état d'une pluralité d'enjeux ayant induit, à l'issue d'une année de négociations secrètes entre Óscar Arias Sánchez et Hu Jintao, la rupture diplomatique du Costa Rica avec son partenaire historique depuis 1941. En croisant ces sources primaires avec les résultats de nos entretiens, nous avons pu identifier les enjeux respectifs du Costa Rica (3.1.) et de la Chine (3.2.) à court et à long terme.

3.1 Le point de vue du Costa Rica : un partenariat nécessaire dans un monde globalisé

Le 1^{er} juin 2007 est signé le « *Memorando de Entendimiento entre los gobiernos de Costa Rica y la República Popular China* » (GRCR et GRPC 2007), marquant officiellement l'entame des relations diplomatiques entre la Chine et le Costa Rica au détriment de Taiwan. Cette décision s'inscrit pleinement dans le projet politique d'Arias Sánchez (2006-2010) visant à poursuivre le développement du Costa Rica entamé durant son premier mandat présidentiel (1986-1990). Lauréat en 1987 du Prix Nobel de la paix pour ses efforts en vue de rétablir la stabilité politique en Amérique centrale, il cherche alors à positionner son pays sur le devant de la scène internationale afin de l'insérer pleinement dans le commerce mondial (Arias Sánchez



2017). À côté des États-Unis et de l'UE, la Chine est entretemps devenue l'un des partenaires obligés du Costa Rica dans un monde globalisé (Stagno Ugarte 2013 : 81).

La rupture avec l'île taiwanaise est en outre intervenue dans le contexte des révélations médiatiques de l'existence de groupes d'intérêt (Bunse 2017), sinon d'un réseau de corruption (Solís Fallas), œuvrant à l'échelle de l'Amérique centrale au service des intérêts nationaux taiwanais. Selon la presse costaricienne (El Universo 2004, La Nación 2004), de hauts représentants gouvernementaux bénéficiaient ainsi de la diplomatie du chéquier déployée par Taiwan dans la région afin de s'assurer le soutien des pays centraméricains au détriment de la Chine. Membre du Parti Libération nationale (PLN), Arias Sánchez (2017) considérait alors la politique étrangère comme un instrument de projection stratégique pour le développement et pour la protection du pays. Dans un entretien accordé en 2012 au quotidien *La Nación*, il confiait que les « relations diplomatiques avec Taïwan restreignaient nos ambitions. Elles limitaient notre politique extérieure. Elles limitaient notre politique commerciale. Ces relations déterminaient même notre politique interne »⁶ (Arias Sánchez 2012).

3.1.1. Les enjeux économiques

L'intérêt du Costa Rica pour un rapprochement avec la Chine est donc avant tout d'ordre économique. À court terme, il s'explique tout d'abord par l'opportunité conférée à San José de bénéficier d'importantes compensations financières en échange de la première porte d'entrée diplomatique offerte à la Chine en Amérique centrale et dans les Caraïbes, principal groupe de pays qui demeurent dans le giron taiwanais⁷. En matière de coopération financière, le mémorandum sino-costaricien de 2007 prévoit en effet une opération d'émission d'obligations de la dette intérieure

⁶ Traduction personnelle.

⁷ Bien que la CARICOM (Communauté caribéenne) ne fasse pas l'objet du présent article, il importe de préciser qu'elle regroupe cinq des onze pays latino-américains qui persistent à reconnaître Taiwan : Belize, Haïti, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Elle représente également un atout économique pour la Chine en tant qu'importante plate-forme de production : ses États membres bénéficient en effet de régimes préférentiels en termes d'accès aux marchés américains, canadiens et européens, respectivement dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (CBI), de l'Accord commercial Caraïbes-Canada (CARIBCAN) ainsi que de l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum et la Communauté européenne et ses États membres.



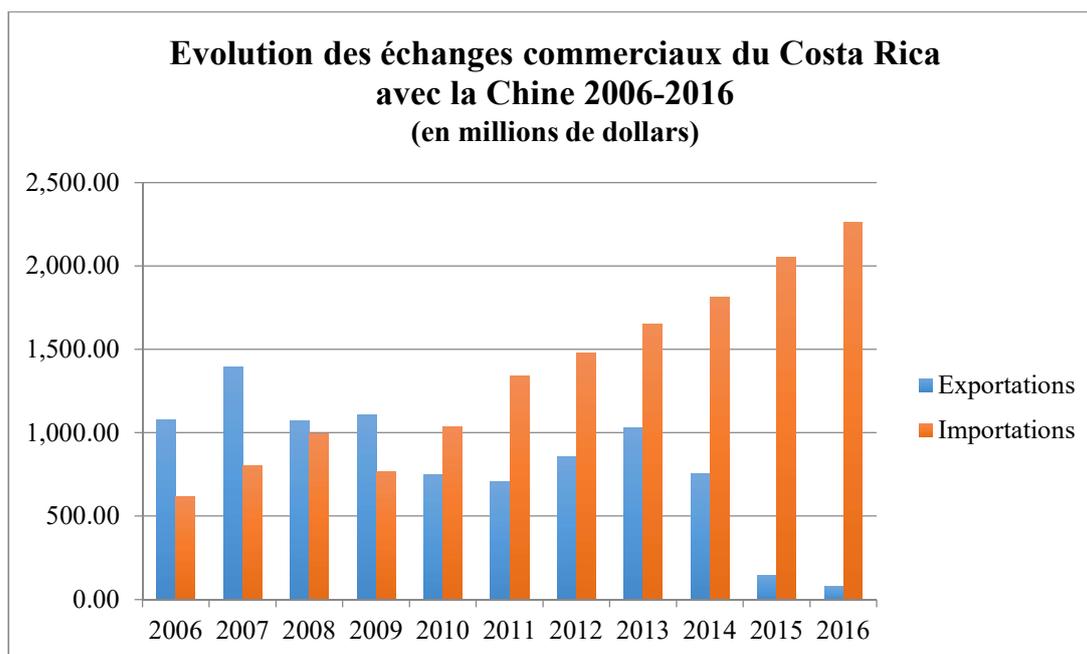
costaricienne pour un montant total de 300 millions de dollars que la Chine s'engage à racheter en deux tranches, la première en 2008 et la seconde en 2009 (GRCR et GRPC 2007 : §2).

Eu égard au poids de la dette publique sur la croissance costaricienne et à l'instabilité économique chronique touchant les populations les plus pauvres de l'ensemble des pays centraméricains (OECD/ECLAC/CAF 2015 : 52), ce qui pour certains observateurs s'apparente alors à une première manifestation du *soft power* chinois au Costa Rica permet à ce dernier d'annuler une partie des obligations européennes (euro-bonds) arrivant à échéance en 2008. Les compensations chinoises s'accompagnent en outre d'incitants financiers dans des secteurs relativement symboliques et fortement médiatisés, à l'image d'un don de 83 millions de dollars pour la construction du stade national de football (sport), d'une donation de 50 millions de dollars pour le financement de la nouvelle École nationale de Police (sécurité publique), ou encore du don de deux avions de transport léger bimoteur Y-12E à la force publique du Costa Rica (sécurité aérienne).

Désireux à plus long terme de profiter du dynamisme des marchés asiatiques en diversifiant ses partenaires commerciaux, le Costa Rica voyait également son rapprochement avec la Chine comme la porte d'entrée de ses exportations en Asie⁸. Contrairement aux autres accords de libre-échange établis par la Chine avec des pays latino-américains, à savoir le Chili (2005) et le Pérou (2009), le Costa Rica y a fait intégrer un certain nombre de clauses visant à assurer la protection de ses industries naissantes et l'accroissement de ses exportations de services à forte valeur ajoutée (COMEX 2010). Jusqu'en 2009, comme le montre le graphique ci-dessous, le Costa Rica exportait en effet davantage qu'il importait en Chine. Là où les exportations de l'ALC à destination de ce pays sont fortement concentrées en produits primaires extractifs (70 %) ou en biens industriels basés sur les ressources naturelles (22 %) au détriment des produits à faible, moyenne et haute technologie (8 %), les exportations de circuits intégrés et de microstructures électroniques atteignent en outre 79 % de la part totale des exportations costariciennes à destination de la Chine (CEPAL 2016 : 26-27, Arguedas et al. 2014 : 124). Ces résultats étaient toutefois fortement liés à la

⁸ Le Costa Rica a signé un accord de libre-échange avec Singapour (2010) et la Corée du Sud (2017).

présence au Costa Rica jusque fin 2014 du fabricant américain de semi-conducteurs Intel, à l'origine de 11 % des afflux nets d'IDE entre 2000 et 2012 ainsi que de 20 % des exportations du pays au cours des dernières années (UNESCO 2016 : 177). L'accord de libre-échange sino-costaricien, prévu par le mémorandum de 2007 et entré en vigueur dès 2011, visait ainsi à réguler les échanges économiques et commerciaux bilatéraux afin de faciliter les investissements et diversifier l'accès au marché chinois (GRCR et GRPC 2007 : §3).



Source : graphique réalisé en compilant les données du COMEX et du SIECA.

3.1.2. Les enjeux politiques

Comprendre l'opportunité économique que représente la manne financière chinoise pour le Costa Rica nécessite également de tenir compte du contexte dans lequel elle est apparue. Le processus de négociation d'un accord bilatéral de libre-échange avec la Chine intervient en effet à l'issue d'un long processus de négociation mené par les pays centraméricains et la République Dominicaine en vue d'approuver le DR-CAFTA (Stagno Ugarte 2013), tel qu'initié en 2003 sous la houlette des États-Unis, ratifié en octobre 2007 suite à un référendum légèrement en faveur du traité et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Formellement, l'accord de libre-échange sino-costaricien a quant à lui débuté en novembre 2008 (Protocole d'accords), suivi de six rondes de



négociation entre 2009 et 2010, jusqu'à sa signature en avril 2010 et l'approbation législative en août 2010. Le processus de négociation a dès lors été relativement rapide et a de plus suscité peu de débat en interne (Bunse 2017). Seule la Chambre de l'Industrie du Costa Rica (CICR) s'est ouvertement opposée à ce projet, considérant que signer un accord de libre-échange avec la Chine équivalait alors « obligatoirement à confondre les relations commerciale et politique »⁹ (CICR 2008).

L'intérêt du Costa Rica pour la Chine était en effet également d'ordre politique. En 2007, la candidature du pays à l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies, en tant que représentant du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), figurait parmi les promesses électorales d'Arias Sánchez en matière de politique extérieure. Le Costa Rica, qui a déjà occupé ce siège à deux reprises (en 1974-1975 et en 1997-1998), misait alors sur l'influence politique chinoise auprès des pays africains pour obtenir un troisième mandat en 2008-2009. Pour l'ex-Président costaricien, la montée en puissance économique, politique et militaire de la Chine en faisait un « partenaire naturel » (Arias Sánchez 2017) pour s'affirmer sur la scène internationale.

Le rapprochement avec Pékin était en effet l'un des principaux objectifs en matière de politique étrangère du « *Plan Nacional de Desarrollo 2006-2010* », visant à diversifier les partenaires stratégiques et à élargir les frontières diplomatiques traditionnellement cantonnées au monde occidental (GRCR 2007 : 103). Ces objectifs de projection commerciale internationale se sont poursuivis entre 2010 et 2014 (GRCR 2010 : 92), sous la présidence de Laura Chinchilla Miranda (PLN). Ils se sont notamment traduits en 2013 par la candidature du Costa Rica à l'adhésion de plein droit à l'Alliance du Pacifique (AP), passant par la signature d'un accord de libre-échange avec la Colombie entré en vigueur en août 2016. San José mise en effet sur ce projet de zone de libre-échange créé en 2012 à l'initiative du Pérou – associant également le Chili, la Colombie et le Mexique – pour favoriser l'insertion de l'ALC dans la zone Asie-Pacifique.

La promotion du pays sur la scène internationale passe aujourd'hui par quatre domaines prioritaires que sont le commerce, l'investissement, le tourisme et la culture.

⁹ Traduction personnelle.



Attirer davantage d'investissements directs étrangers constitue l'un des moyens privilégiés par l'actuel président Luis Guillermo Solís Rivera (Parti Action citoyenne (PAC)) pour atteindre les objectifs du « *Plan Nacional de Desarrollo 2015-2018* », à savoir stimuler la croissance économique et la création d'emplois de qualité, lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités, promouvoir la transparence et lutter contre la corruption (GRCR 2014 : 25). Le Gouvernement Solís a par ailleurs réitéré sa volonté d'axer les relations extérieures du pays sur la diplomatie économique et de poursuivre le programme de renforcement de la coopération Sud-Sud. Il n'a toutefois pas érigé l'Asie-Pacifique en priorité extrarégionale, comme sous l'Administration Chinchilla (Estado de la Nación 2016 : 72).

3.2 Le point de vue de la Chine : un partenariat utile dans une région géostratégique

Bien que doté d'une population de 4,9 millions d'habitants qui lui confère un statut de « petit pays »¹⁰ (Arias Sánchez 2017) dans le concert des nations, la « république démocratique, libre, indépendante multiethnique et pluriculturelle » (ALRCR 1949 : art. 1) du Costa Rica se présente comme un modèle de réussite sociale et économique en ALC. Outre le symbolisme que représente pour la Chine son engagement aux côtés d'un État qui fait figure de référence mondiale en matière de respect des droits fondamentaux et de préservation de l'environnement, c'est avant tout la situation géographique du Costa Rica (situé au cœur de l'isthme centraméricain) et sa capacité de projection commerciale internationale (à travers un important réseau d'accords de libre-échange) qui rencontrent les intérêts stratégiques de Pékin.

En 2015, alors que le Costa Rica prenait la présidence tournante du premier Forum de coopération multilatérale Chine-CELAC, ce pays également membre du SICA devenait par la même occasion le premier État d'Amérique centrale érigé par la Chine en « partenaire stratégique »¹¹. Politiquement, cette dernière considère le Costa

¹⁰ Traduction personnelle.

¹¹ La Chine reconnaît actuellement neuf pays latino-américains comme des partenaires stratégiques. Ces partenariats ne sont toutefois pas considérés par Pékin comme équivalents : il s'agit, par ordre chronologique et d'importance stratégique décroissante, d'une « *Asociación Estratégica Global* » avec le Brésil, d'une « *Asociación Estratégica Integral* » avec



Rica comme un catalyseur à même d'amener les autres États d'Amérique centrale qui reconnaissent toujours Taiwan à modifier leur posture diplomatique en sa faveur. Les besoins en assistance technique et/ou agricole dont sont particulièrement demandeurs les pays centraméricains les moins développés confortent pour l'heure le maintien de la « *dollar diplomacy* » (Solís Fallas 2017) historiquement mise en œuvre par Taiwan, avec qui le Salvador (en vigueur depuis janvier 2008), le Guatemala (depuis juillet 2006), le Honduras (depuis juillet 2008), le Nicaragua (depuis janvier 2008) et le Panama (depuis janvier 2004) possèdent en outre un accord de libre-échange.

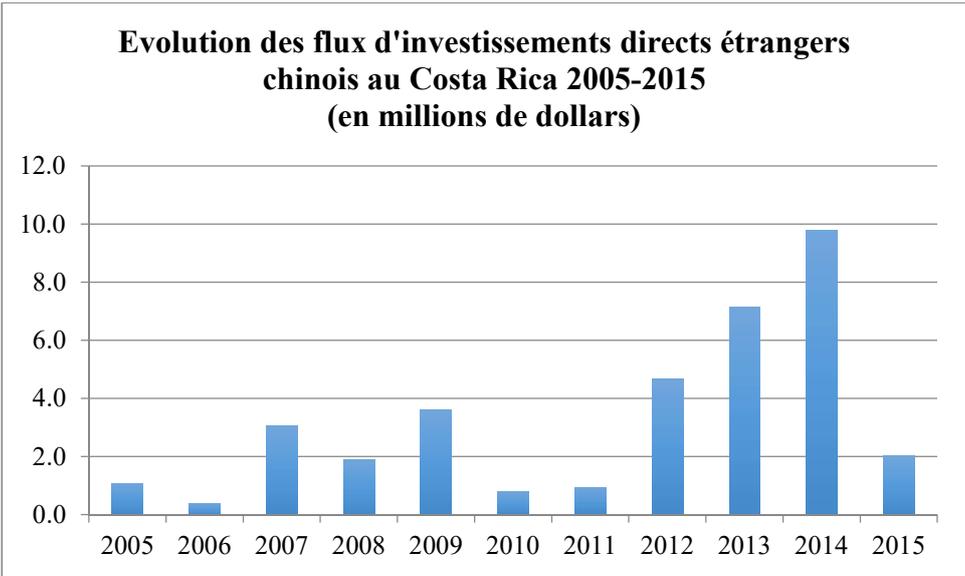
La générosité économique (dons, prêts, etc.) et l'appui politique (soutien pour l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité, etc.) de la Chine envers le Costa Rica visent également à faire de ce pays une « tête de pont » en Amérique centrale et à ériger leur relation bilatérale en vitrine régionale de coopération Sud-Sud, afin d'inciter d'autres pays centraméricains à initier de nouvelles formes de coopération avec elle (MFAPRC 2017b). Si l'isthme centraméricain ne représente pas en soi un très grand marché pour Pékin, il constitue par contre un enjeu géostratégique en tant que « zone de transit » (Urcuyo 2014 : 2), s'agissant d'élargir ses plates-formes d'accès aux marchés nord-américains et de dynamiser les échanges transpacifiques. La situation géographique de l'Amérique centrale, sise entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, offre ainsi à la Chine l'opportunité d'établir des routes commerciales interocéaniques. Celles-ci lui permettent de sécuriser l'acheminement de ses matières premières (notamment via des pipelines reliant les deux océans afin de procéder au raffinage du pétrole brut extrait en ALC au Nicaragua, au Salvador ou encore au Costa Rica), d'assurer la distribution directe de ses produits manufacturés sur la côte Est des États-Unis, ou encore d'établir des zones économiques spéciales (ZES) où fabriquer des produits à haute valeur ajoutée, tels que des automobiles et des panneaux solaires, à destination du marché nord-américain (Zhang 2015).

Établir ces routes commerciales interocéaniques passe nécessairement par le renforcement des infrastructures centraméricaines au moyen d'une augmentation des investissements en provenance de Chine, dont les promesses d'engagement à l'échelle de l'ALC s'élèvent à 250 milliards de dollars à l'horizon 2020 (Nan 2015).

le Venezuela, le Mexique, l'Argentine, le Pérou, le Chili et l'Équateur, ainsi que d'une « *Asociación Estratégica* » avec le Costa Rica et l'Uruguay.



D'autant que la CEPAL prévoit une diminution des flux d'IDE entrants dans la région pouvant aller jusqu'à 5 % en 2017, en raison du faible rythme de reprise dans les pays européens et aux États-Unis ainsi que de la résurgence du protectionnisme états-unien (CEPAL 2017c : 57). Si 73 % du total des IDE entrants dans la région proviennent toujours des États-Unis (20 %) et de l'UE (53 %), le contexte externe apparaît dès lors favorable à l'accroissement des IDE chinois dans le sous-continent (CEPAL 2017c : 13) et en particulier au Costa Rica.



Source : COMEX 2017.

Depuis le premier Forum de la Ceinture et de la Route pour la Coopération Internationale en 2017 à Pékin auquel ont pris part Mauricio Macri et Michelle Bachelet (CEPAL 2017d), les projets d'investissements chinois en ALC s'inscrivent d'ailleurs dans le cadre normatif de l'initiative « *One Belt, One Road* » (MFAPRC 2017c). Cette initiative visant à promouvoir l'inter-connectivité économique encourage formellement cinq domaines de coopération entre la Chine et les pays latino-américains, parmi lesquels figurent le renforcement des liens commerciaux et d'investissement, ainsi que la construction d'infrastructures et de réseaux de services publics (NDRC/MFAPRC/MOFCOM 2015). Améliorer la construction des infrastructures portuaires, ferroviaires et autoroutières est précisément le premier des six champs de



coopération prioritaires visant à approfondir le partenariat stratégique sino-costaricien durant la prochaine décennie (MFAPRC 2017d)¹².

Les projets d'investissements chinois au Costa Rica s'inscrivent plus largement dans le cadre du plan décennal « *Made in China 2025* » visant à faire de la Chine « une puissance technologique mondiale » (China Daily 2015). Les autorités chinoises ambitionnent en effet de réformer en profondeur leur économie, c'est-à-dire de favoriser une montée en gamme technologique et d'accélérer la transition de l'industrie vers les services, des exportations vers le marché domestique, de l'investissement vers la consommation, ainsi que des industries polluantes vers des productions plus propres et plus sûres. Le resserrement des priorités de la Chine autour du développement de ses capacités de production industrielles passe dès lors par une diversification de ses investissements en ALC, dans des secteurs tels que la haute technologie ou la transition énergétique (CEPAL 2017c : 43-44). Les entreprises chinoises actives en matière de production d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, etc.) sont ainsi invitées à investir davantage au Costa Rica (MFAPRC 2017d), pays mondialement reconnu pour l'efficacité de ses politiques en faveur du développement durable, écologique et à faible teneur en carbone¹³. L'assistance technique de la Chine dans ce secteur de coopération s'accompagne par ailleurs de la possibilité de diffuser ses normes industrielles (par exemple, en matière de production de véhicules à énergie propre) en vue de faciliter par la suite le développement de ses propres chaînes de valeur en Amérique centrale.

4. LES LIMITES DE LA PROJECTION CHINOISE AU COSTA RICA

Dans l'ensemble, les échanges commerciaux avec la Chine et ses investissements sont très appréciés dans une région centraméricaine qui dépend fortement des marchés internationaux et qui supporte un important déficit infrastructurel (CEPAL 2017c : 55).

¹² Les cinq autres domaines d'action prioritaires sont respectivement le commerce, les énergies renouvelables, la sécurité publique, les échanges culturels et interpersonnels, et les affaires régionales.

¹³ Un plan visant à faire du Costa Rica un pays neutre en matière d'émissions de carbone dès 2021 a été mis en œuvre en 2008. Le pays a d'ailleurs atteint 99 % de production d'énergie renouvelable en 2015 (Hsu et al. 2016 : 103).



La diffusion des normes dont sa politique commerciale internationale est porteuse comporte toutefois des limites (Arce Alvarado 2016). Une conjonction de facteurs structurels et conjoncturels attestent aujourd'hui de sa difficulté à projeter ses normes (pratiques et discours) au Costa Rica, et par là-même à accomplir son projet politico-économique visant à faire de l'Amérique centrale un hub logistique propice à l'expansion du commerce (4.1.), des investissements (4.2.) et de la diplomatie (4.3.) chinois dans l'ensemble du sous-continent latino-américain.

4.1 Commerce : entre ouverture commerciale et résistance normative

Comme résumé par l'un des négociateurs costariciens, l'accord de libre-échange signé en 2010 avec la Chine visait à « définir un ensemble de règles afin de faciliter l'investissement et réguler les échanges commerciaux »¹⁴ (Ocampo 2017). Sur le plan commercial, il s'agissait principalement d'établir un cadre normatif afin de gérer les questions relatives à l'équilibre des flux commerciaux, aux barrières douanières et mesures non tarifaires, ainsi que de régler les litiges commerciaux. Parmi les huit objectifs formellement décrits dans l'accord, les deux premiers visaient respectivement à « encourager l'expansion et la diversification du commerce entre les Parties »¹⁵ et à « faciliter le commerce des marchandises et des services »¹⁶ (GRCR et GRPC 2010 : chap. 1, art. 2, §1). En 2017, soit une décennie après l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la Chine et le Costa Rica éprouvent des difficultés à approfondir leurs relations commerciales.

Si les flux commerciaux sino-costariciens ont été globalement multipliés par quinze entre 2000 (155 millions de dollars) et 2016 (2,3 milliards de dollars), cette progression s'est surtout traduite par une augmentation progressive des importations (depuis 2010) et une forte diminution des exportations (depuis 2014) costariciennes¹⁷. Outre les questions logistiques, la différence de taille entre les marchés chinois (1,4 milliard d'habitants) et costaricien (un peu moins de 5 millions d'habitants) sont les principales raisons évoquées pour expliquer ce déséquilibre. Les principaux freins à

¹⁴ Traduction personnelle.

¹⁵ Traduction personnelle.

¹⁶ Traduction personnelle.

¹⁷ La valeur des exportations costariciennes en Chine a ainsi chuté de 337 millions à 81 millions de dollars entre 2014 et 2015. Cette baisse est en grande partie liée au départ d'Intel, dont les microprocesseurs étaient le principal produit d'exportation en Chine (Barquero 2016).



l'accroissement des exportations costariciennes à destination de la Chine résident dans un problème d'offre et de prix : le volume disponible pour l'exportation de produits de base costariciens (sucre, café, bananes, ananas, viande, pour l'essentiel) étant relativement limité, ils sont vendus en priorité et à un prix préférentiel aux marchés européen et états-unien. En ce qui concerne les importations en provenance de Chine, l'étroitesse du marché costaricien empêche également l'afflux massif de produits manufacturés chinois au Costa Rica (Murillo Zamora 2017, Ocampo 2017). Cette progression déséquilibrée des flux bilatéraux a par conséquent induit un creusement du déficit commercial costaricien, faisant aujourd'hui de la Chine la troisième source du déficit du Costa Rica derrière les États-Unis et le Mexique.

Cette position commerciale déficitaire du Costa Rica tient en grande partie à la forte concentration du commerce sino-costaricien dans le secteur de l'électronique. Ce dernier représentait en moyenne les trois-quarts des exportations costariciennes à destination de la Chine jusqu'en 2013, date à laquelle les produits de haute technologie (pièces aéronautiques, logiciels, dispositifs médicaux, etc.) atteignaient plus largement 41 % des exportations industrielles du Costa Rica et le positionnaient alors au quatrième rang mondial (Dussel Peters 2014 : 52). Ce résultat découle d'une politique lancée dans les années 1990 visant à passer d'un tissu industriel d'assemblage à une production à haute valeur ajoutée¹⁸. Stimulée par la création de zones franches d'exportation au régime fiscal avantageux¹⁹, cette politique a attiré de nombreuses entreprises étrangères dans les secteurs de la télécommunication (telles que Movistar (Telefonica)), de l'informatique (telles que Intel, Dell, Hewlett Packard et Cisco), des centres d'appel, des laboratoires ou encore des industries pharmaceutiques (telles que Abbott Laboratories, Baxter, GSK et Novartis).

Tandis que le Costa Rica mise ainsi sur les services et les exportations de hautes technologies pour accélérer sa croissance et demeurer le premier pays développé

¹⁸ Dans les années 1980, une crise économique, provoquée notamment par la chute des prix de la banane, de l'ananas et du café, a poussé le pays à se diversifier dans l'industrie.

¹⁹ Outre l'élimination des droits de douane, le régime fiscal de ces zones franches offre aux entreprises exportatrices une exonération totale de l'impôt sur les bénéfices durant une période allant jusqu'à huit ans, suivie d'une réimposition progressive de 50 % au cours des quatre années suivantes.



d'Amérique centrale²⁰, les entreprises chinoises y voient l'opportunité de délocaliser leur production de biens et services. L'attractivité commerciale du Costa Rica réside dès lors moins pour la Chine dans la perspective d'échanges commerciaux accrus que pour servir de plate-forme d'exportation à moindres coûts vers les marchés voisins. Afin d'y créer un environnement favorable aux affaires sans imposer formellement de transformation du cadre social, économique, politique et légal costaricien, les autorités chinoises ont tenté de s'appuyer sur un projet pilote visant à établir une ZES. Soumis en 2014 par la CDB, ce projet fut officiellement annoncé en janvier 2015 lors de la première visite diplomatique du président Solís en Chine (MREE 2015). L'Administration Solís y voit alors un moyen *ad hoc* de réduire les asymétries territoriales via la création d'emplois de qualité tout en rééquilibrant les relations commerciales sino-costariciennes. Ce projet fut accueilli d'autant plus positivement au Costa Rica que ses relations commerciales avec la Chine subissent depuis fin 2014 les effets de la délocalisation des activités d'assemblage d'Intel au Vietnam.

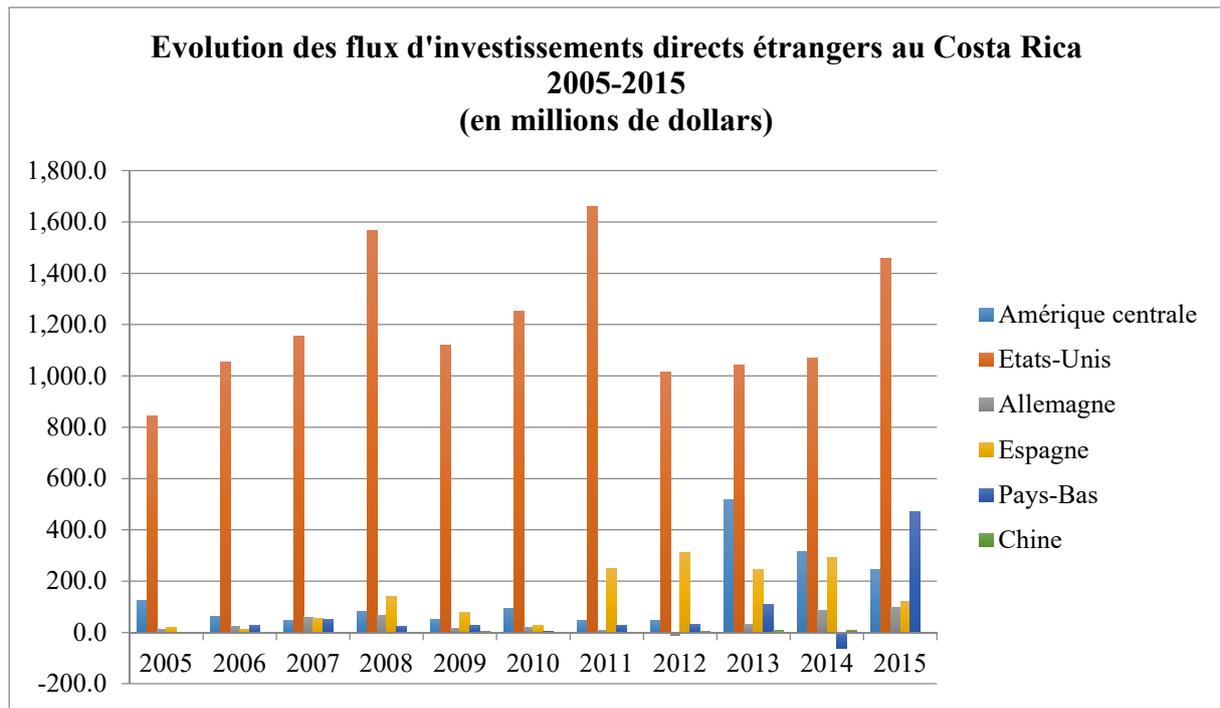
Pour l'heure, toutefois, ce projet de ZES est toujours à l'étude et fait débat (Murillo Zamora 2017, Ruiz 2017). La presse costaricienne (Barquero 2017a, 2017b) révèle que sa concrétisation est soumise à un certain nombre de conditions chinoises – en matière de construction d'infrastructures (routes, ports, aéroports, etc.), de développement de services ainsi que de simplifications administratives et de facilitations commerciales (procédures bureaucratiques assouplies, réglementations simplifiées, régimes exceptionnels en matière de travail, d'immigration, etc.) dans les zones concernées – et aux réponses que le Gouvernement costaricien est prêt à leur apporter. Le Costa Rica se caractérise en effet, d'après le rapport Doing Business 2017 (Banque mondiale 2017), par ses nombreuses formalités administratives ainsi qu'un délai relativement long en matière d'obtention de permis de construction et d'exécution des contrats par rapport à la moyenne latino-américaine. De plus, si les autorités costariciennes reconnaissent la capacité financière de la Chine et sa contribution au développement économique du pays²¹, les exigences chinoises en termes d'allègement du cadre juridique national et les risques corrélatifs à la création

²⁰ La croissance du Costa Rica était de 5 % en 2010, 4,5 % en 2011, 5,2 % en 2012, 1,8 % en 2013, 3 % en 2014, 3,7 % en 2015 et 4,1 % en 2016. Elle est estimée à 3,9 % en 2017 (CEPAL 2017e : 38).

²¹ La part de la Chine dans l'aide internationale dont bénéficie le Costa Rica est par exemple passée de 7,6 % pour la période 2006-2009 à 29,2 % durant la période 2010-2013 (GRCR 2014 : 57).

d'enclaves économiques chinoises (Gallagher et Zarsky 2007) entraînent davantage de résistances.

4.2 Investissements : des projets attendus mais contestés



Source : COMEX 2017.

Comme le montre le graphique ci-dessus, la part des investissements chinois demeure relativement faible au Costa Rica : entre 2007 et 2014, elle ne représentait en moyenne que 0,18 % de l'ensemble des IDE entrants dans ce pays²². La politique de transition vers une production industrielle à haute valeur ajoutée, grâce à laquelle le Costa Rica a réussi à attirer des IDE, a progressivement contribué à offrir plus de sécurité juridique et une main-d'œuvre hautement qualifiée aux investisseurs étrangers (GRCR 2012). Cet environnement a toutefois pu constituer un frein à certains

²² En 2016, les États-Unis (29 %) et l'UE (24 %) concentraient quant à eux la moitié de la valeur totale des opérations de fusions et acquisitions réalisées avec des entreprises latino-américaines, suivis par le Canada (15 %) et la Chine (12 %) (CEPAL 2017c : 43).



grands projets d'investissements chinois requérant « un traitement particulier, indépendamment de la réglementation costaricienne »²³, tel que l'emploi d'une main-d'œuvre chinoise moins coûteuse ou encore l'octroi des travaux de construction à une entreprise chinoise sans appel d'offres (Solís Fallas 2017). Deux grands projets d'investissements chinois en matière de construction d'infrastructures considérées comme « vitales » (Pérez Sáenz 2017) pour le pays ont en effet été respectivement ralenti et annulé : l'élargissement de la Route 32, d'une part ; la rénovation et l'expansion de la Raffinerie Costaricienne de Pétrole (Recope), d'autre part.

Le projet de la Route 32 vise à élargir à quatre bandes la principale voie routière reliant la capitale San José au plus important port du pays situé sur la côte caraïbe. La plupart des exportations du Costa Rica quittant le pays via le port de Limón, nombre d'hommes d'affaires et de leaders politiques costariciens considèrent l'expansion de cette route comme le meilleur moyen de désenclaver ce centre économique et politique régional et d'accroître par là-même les exportations du pays. En 2015, lorsque l'EximBank a proposé de financer les travaux à hauteur de 395 millions de dollars, l'obtention de ce prêt était conditionnée à l'octroi du projet de construction à la China Harbour Engineering Company (CHEC). Cette condition fut jugée problématique par certains législateurs costariciens qui ont tenté de s'opposer à la signature du contrat. Il faut ensuite attendre avril 2016 pour que la Cour des Comptes (Contraloría general de la República) autorise le contrat de construction avec la société chinoise et décembre 2016 pour que le Secrétariat technique national pour l'environnement (SETENA) délivre un permis environnemental, sur la base des résultats d'une étude d'impact financée par la CHEC elle-même. Ces délais, les problèmes de conflits d'intérêts et le fait que le projet en est toujours à la phase de conception, pèsent de plus en plus sur les relations sino-costariciennes (Ocampo 2017).

Par ailleurs, les relations diplomatiques souffrent également des conséquences de l'échec du projet d'investissement chinois dans la modernisation et l'expansion de Recope, la raffinerie nationale de pétrole établie dans le port de Moín. En 2008, l'accord-cadre formalisant cet investissement de 1,5 milliard de dollars prévoyait un financement à 70 % via un crédit de la CDB et à charge égale de Recope et de la

²³ Traduction personnelle.



China National Petroleum Corporation (CNPC) pour les 30 % restants. Bien que conjoint, ce projet était mû de part et d'autre par des objectifs différenciés : tandis que les Chinois ambitionnaient de transformer Recope en « méga-raffinerie » régionale dans l'objectif d'y traiter le pétrole brut extrait en ALC (en particulier au Venezuela) afin de l'exporter ensuite en Chine et dans le reste de l'Amérique centrale, les Costariciens souhaitaient prioritairement assurer leurs besoins nationaux (Murillo Zamora 2017). Stoppé une première fois en juin 2013 par l'Inspection générale des finances costaricienne pour cause de conflit d'intérêts en raison du financement de l'étude d'impact environnemental par la même CNPC, le projet n'a pas davantage résisté au second projet chinois visant à profiter des installations de Moín pour y produire des biocarburants (Dyer 2015, 2016). La Sociedad Reconstructora Chino-Costarricense (Soresco), fondée en 2009 pour gérer durant quinze ans l'exploitation de la nouvelle raffinerie, a finalement été dissoute début 2017. Considérant que la construction d'infrastructures financées par la Chine répond prioritairement à une logique d'optimisation des coûts de transport des matières premières (importées d'ALC) et des produits manufacturés (exportés en ALC), Pékin éprouve certaines difficultés à redéfinir l'espace territorial costaricien suivant cette seule logique.

Depuis l'approbation par l'Assemblée législative du Costa Rica en mars 2016 de l'accord bilatéral d'investissements (ABI) conclu en 2007 avec la Chine (ALRCR 2007 : art. 5), les entreprises chinoises disposent en outre d'un cadre normatif leur permettant de réclamer des indemnités face à ce type de décision unilatérale de mise en liquidation. La clause d'arbitrage insérée à l'article 9 prévoit en effet qu'en cas de litige entre l'État d'accueil de l'investissement et l'investisseur, les parties soumettent ce litige au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) institué par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États du 18 mars 1965 (ALRCR 2007 : art. 9)²⁴. L'utilisation de cette disposition par la partie chinoise lésée pour obtenir dédommagement contribue également à entacher l'image d'une coopération sino-costaricienne « mutuellement bénéfique ».

²⁴ Il en est de même des ABI conclus par la Chine en 1993 avec l'Uruguay (article 9), en 1994 avec le Pérou (article 8) ou encore en 2008 avec la Colombie (article 9) (CIRDI 2017).



4.3 Diplomatie publique : une image de marque à (re)construire

La promotion de la culture constitue la pierre angulaire du déploiement international de la diplomatie publique chinoise afin de développer une image rassérénante du pays. En ALC, l'aspect le plus visible de cette diplomatie essentiellement culturelle (Ang et al. 2015, Jeng-Yi 2016) tient à l'installation de trente-neuf Instituts et dix-huit Classes Confucius d'écoles primaires et secondaires répartis dans vingt des trente-trois pays latino-américains²⁵. Affichant des objectifs principalement pédagogiques (HANBAN 2017b), les échanges interculturels qu'ils promeuvent visent également à minimiser « *the misconception of [China's] development as the "China threat" by making its traditional value systems known to the world* » (People's Daily Online 2006).

Au Costa Rica, qui affiche une position historiquement forte en matière de défense des droits fondamentaux dans les forums internationaux, le déploiement de cette diplomatie publique chinoise opère à un double niveau, à la fois symbolique et commercial. Ce pays n'a en effet pas hésité à écorner l'image de la Chine sur la question des droits de l'homme durant les décennies qui ont précédé leur rapprochement diplomatique, avant d'assouplir quelque peu sa position à partir de 2007²⁶. Depuis 2009, le premier Institut Confucius ouvert au sein de la Universidad de Costa Rica (UCR) non seulement propose des cours de langue et culture chinoises, mais également « des conférences sur la société et la culture chinoises, les enjeux de la Chine contemporaine, les relations de la Chine avec le monde actuel, ou encore les migrations chinoises au Costa Rica »²⁷ (Instituto Confucio 2017). Des initiatives qui participent de la construction de l'image de marque de la Chine dans ce pays.

Outre le lancement d'un programme de jumelage entre villes costariciennes et chinoises, la Chine a par ailleurs encouragé – et pour partie financé – la création d'un quartier chinois à San José. En tant qu'instrument au service de sa politique commerciale, il vise notamment à corriger l'image de « mauvaise qualité »²⁸ encore

²⁵ Le site officiel du Hanban (2017a) recense ainsi respectivement dix Instituts Confucius au Brésil, cinq au Mexique, quatre au Pérou, trois en Colombie, deux au Chili et en Argentine, un à Cuba, au Costa Rica, en Jamaïque, en Équateur, aux îles Bahamas, en Bolivie, au Guyana, à Trinité-et-Tobago, à la Barbade, au Venezuela, au Suriname, au Panama et en Uruguay.

²⁶ Carlos Murillo Zamora (2017) qualifie cet assouplissement d'« effet Chine » sur la politique extérieure costaricienne.

²⁷ Traduction personnelle.

²⁸ Traduction personnelle.



associée à certains produits chinois vendus sur le marché costaricien. Inauguré fin 2012 par la municipalité dans l'objectif d'attirer des touristes chinois, ce premier quartier chinois d'Amérique centrale n'affiche toutefois pas le dynamisme de ceux de La Havane ni de Buenos Aires. Sa localisation dans l'un des quartiers les plus onéreux de la capitale et dans lieu chargé d'histoire (« *Paseo de los Estudiantes* ») n'a pas aidé à valoriser l'image de marque dont souffre plus largement la Chine. Au sein de l'opinion publique costaricienne domine aujourd'hui un sentiment de déception né des vains espoirs d'accès au marché et d'afflux d'investissements chinois et alimenté par l'accroissement du déséquilibre commercial bilatéral en faveur de la Chine ainsi que par les récents échecs de projets d'investissements d'envergure pourtant considérés comme essentiels à la poursuite du développement du pays.

À l'œuvre depuis près d'une décennie, le capital social chinois peine dès lors à se transformer en capital politique au Costa Rica. Cette difficulté tient également au positionnement international de cet État, désireux de troquer l'image d'un pays en développement (du Sud) au profit de celle d'un pays développé (du Nord). En attestent depuis 2015 ses efforts pour adhérer à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE 2015). C'est dans ce contexte que la Chine a récemment opéré un changement stratégique en Amérique centrale. Depuis juin 2017, son rapprochement diplomatique avec le Panama ouvre la voie à une coopération non plus seulement bilatérale avec le seul Costa Rica, mais également trilatérale avec les deux pays les plus compétitifs de l'isthme centraméricain (World Economic Forum 2017 : 13). La poursuite de son projet politico-économique visant à faire de l'Amérique centrale un hub logistique à l'échelle du sous-continent semble ainsi nécessiter un second point d'appui régional.

5. CONCLUSION

L'objectif de cet article était d'analyser les enjeux stratégiques de la présence de la Chine au Costa Rica afin d'évaluer la portée de l'influence de son projet économique-politique en Amérique centrale.

Dans le cadre de sa stratégie envers l'ALC, la Chine considère depuis 2007 le Costa Rica comme une tête de pont afin d'accéder à l'ensemble des pays de l'isthme



centraméricain. Contrairement aux États sud-américains, ces derniers se caractérisent en effet par une forte dépendance économique aux puissances occidentales avec lesquelles ils possèdent des accords de libre-échange (DR-CAFTA avec les États-Unis et AACUE avec l'UE), d'une part, et par leur maintien de relations diplomatiques avec Taiwan qui leur fournit d'importants soutiens financiers, d'autre part. Cette réalité économique-politique représente autant une opportunité qu'un défi stratégique pour la projection des normes (pratiques et discours) chinoises dans la région centraméricaine.

L'opportunité stratégique pour la Chine réside tout d'abord dans sa capacité à ériger sa relation bilatérale avec le Costa Rica en vitrine régionale de coopération Sud-Sud afin d'amener d'autres États centraméricains à modifier leur posture diplomatique en sa faveur. La question taïwanaise, qui constitue historiquement le premier enjeu politique de la présence chinoise en Amérique centrale, est consacrée depuis 2017 par la rupture diplomatique de Panama City avec Taipei au profit de Pékin. Pour autant, le rapprochement sino-panaméen résulte moins de la projection effective du projet économique-politique chinois dans la région que du défi stratégique de revivifier la coopération sino-costaricienne et l'enjeu centraméricain au niveau trilatéral.

Économiquement, la situation géographique du Costa Rica (situé au cœur de l'Amérique latine entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique), sa capacité de projection commerciale mondiale (à travers un important réseau d'accords de libre-échange) et sa vision pragmatique du régionalisme centraméricain (promouvant au sein du SICA un schéma d'intégration flexible et une régionalisation exclusivement commerciale) rencontrent également les intérêts stratégiques de la Chine. En tant que zone de transit, le Costa Rica représente en effet une opportunité pour élargir les plates-formes chinoises d'accès aux marchés centre- et nord-américains ainsi que pour dynamiser les échanges transpacifiques. Toutefois, les déséquilibres commerciaux et le piétinement du projet de ZES ralentissent la concrétisation de cette plate-forme d'exportation à moindres coûts, tandis que l'écart entre le cadre réglementaire costaricien et les conditions de production chinoises (en termes d'économies d'échelle, de coûts de main-d'œuvre, de réglementations, etc.) limite les grands projets d'investissements chinois à même de redéfinir l'espace territorial centraméricain suivant une logique d'optimisation des coûts de transport de ses matières premières et produits manufacturés.



La projection en Amérique centrale du projet économique-politique chinois, basé sur une politique de coopération Sud-Sud alliant générosité économique, appui politique et promotion culturelle, se heurte en outre à d'autres défis. Dans le contexte de l'accélération de la concurrence mondiale, la diffusion des normes chinoises dans cette région du monde dépend également de l'influence normative exercée par d'autres acteurs extrarégionaux. Outre pour les États-Unis qui considèrent l'Amérique centrale comme leur *backyard*, cette région représente également un enjeu stratégique pour l'UE, qui y déploie une stratégie commerciale visant à exporter son modèle d'intégration et de gouvernance régionale à travers la promotion du régionalisme (SICA) et de l'inter-régionalisme (AACUE).

Les États centraméricains, qui comme le Costa Rica se caractérisent historiquement par une forte insertion dans les chaînes de valeur régionales organisées par les multinationales américaines et qui bénéficient de régimes préférentiels en termes d'accès aux marchés américains et européens, constituent désormais des « terrains de jeu » pour un nombre croissant de partenaires extrarégionaux (États-Unis, UE, Chine, etc.). La diffusion des normes économiques et politiques dont la politique commerciale internationale chinoise est porteuse pose dès lors également la question du défi que représente l'influence normative de la Chine pour les stratégies déployées par les États-Unis, l'UE et d'autres acteurs extrarégionaux en Amérique centrale.

Bibliographie

Alexander Colin R. (2014) *China and Taiwan in Central America: Engaging Foreign Publics in Diplomacy*. New York. Palgrave Macmillan.

ALRCR (Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica) (1949) *Constitución Política de la República de Costa Rica*. 7 novembre.

ALRCR (2007) *Ley de aprobación del Acuerdo entre el Gobierno de la República de Costa Rica y el Gobierno de la República Popular de China para la promoción y protección de inversiones*. Loi n° 9352. San José. 24 octobre. https://www.imprentanacional.go.cr/pub/2016/06/16/ALCA99_16_06_2016.pdf (15.06.2017).

- 
- Ang len, Isar Yudhishtir Raj et Mar Phillip (2015) « Cultural diplomacy: beyond the national interest? ». *International Journal of Cultural Policy*. Vol. 21 (N° 4) pages 365-381.
- Arce Alvarado Randall (2016) « Mercado Común Centroamericano y República Popular China: retos del vínculo comercial frente a la integración del MCCA », in Dussel Peters Enrique (ed.) *La nueva relación comercial de América Latina y el Caribe con China: ¿integración o desintegración regional?*. México. Red ALC-China. Pages 97-140.
- Arguedas Ivania et al. (2014) *Estadísticas 2013 de Comercio Exterior de Costa Rica*. San José. PROCOMER.
- Arias Sánchez Óscar (2012) « Hoy nos conocemos mejor ». *La Nación*. 3 juin.
- Arias Sánchez Óscar (2017) *Entretien avec l'ex-Président (PLN) de la République du Costa Rica en 1986-1990 et en 2006-2010*. San José. 17 août.
- Avenidaño Rolando et Dayton-Johnson Jeff (2017) « Central America, China and the US: What prospects for development? », in Myers Margareth et Wise Carol (eds.) *The Political Economy of China–Latin America Relations in the New Millennium: Brave New World*. Abingdon. Routledge. Pages 189-221.
- Banque mondiale (2017) *Doing Business in Costa Rica*. <http://espanol.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/costa-rica#enforcing-contracts> (30.09.2017).
- Barquero Marvin (2016) « Exportaciones de Costa Rica a China enfrentan panorama incierto ». *La Nación*. 14 mai.
- Barquero Marvin (2017a) « China pide obras y servicios para instalar Zona Económica Especial ». *El Economista*. 4 septembre.
- Barquero Marvin (2017b) « Relaciones económicas con China están empantanadas ». *La Nación*. 15 mai.
- Bernal Richard (2017) « Central America and the Caribbean's Relations with China and the United States. Contrasting Experiences! Converging Prospects? », in Denoon David (ed.) *China, The United States, and the Future of Latin America*. New York. New York University Press. Pages 232-268.

- 
- Bizzozero Lincoln et Wintgens Sophie (2018) « La aproximación político-normativa de la Unión Europea y de China al MERCOSUR: ¿Es posible un juego a suma positiva? ». *Afers Internacionals*.
- Bunse Simone (2017) *Entretien avec la Directrice des Affaires académiques à la Lead University*. San José. 14 août.
- CEPAL (2016) *Relaciones económicas entre América Latina y el Caribe y China. Oportunidades y desafíos*. Santiago. Nations Unies.
- CEPAL (2017a) *El comercio de bienes y servicios en Centroamérica, 2016*. Mexico. Nations Unies.
- CEPAL (2017b) *La irrupción de China y su impacto sobre la estructura productiva y comercial en América Latina y el Caribe*. Santiago. Nations Unies.
- CEPAL (2017c) *La Inversión Extranjera Directa en América Latina y el Caribe, 2017*. Santiago. Nations Unies.
- CEPAL (2017d) « La Franja y la Ruta es una propuesta civilizatoria de conectividad y prosperidad compartida ». *Comunicado de prensa*. Pékin. 15 mai. <http://www.cepal.org/es/comunicados/la-franja-la-ruta-es-propuesta-civilizatoria-conectividad-prosperidad-compartida-cepal> (19.05.2017).
- CEPAL (2017e) *Centroamérica y República Dominicana: evolución económica en 2016 y perspectivas para 2017. Balance preliminar*. Mexico. Nations Unies.
- Checkel Jeffrey T. (1998) « The constructive turn in international relations theory ». *World Politics*. Vol. 50 (N° 2) pages 324–348.
- Chen Taotao et Pérez Ludeña Miguel (2014) *Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean*. Santiago. Nations Unies.
- Cheng Joseph et Córdoba Ramirez Thais M. (2009) « The Establishment of Diplomatic Relations with China: A Study of Costa Rica's Rationale ». *The Journal of Comparative Asian Development*. Vol. 8 (N° 2) pages 333-364.
- China Daily (2015) « 'Made in China 2025' plan unveiled ». *China Daily*. 19 mai.
- China-CELAC Forum (2015) *China-Latin American and Caribbean Countries Cooperation Plan (2015-2019)*. Pékin. 23 janvier.



CICR (Cámara de Industrias de Costa Rica) (2008) *Posición de la Cámara de Industrias de Costa Rica acerca de un eventual Tratado de Libre Comercio con la República Popular China*. San José. CICR.

CIRDI (2017) *Base de données relative aux traités bilatéraux d'investissement*. <https://icsid.worldbank.org/fr/Pages/resources/Bilateral-Investment-Treaties-Database.aspx#a33> (05.05.2017).

COMEX (Ministerio de Comercio Exterior de Costa Rica) (2010) *Tratado de Libre Comercio entre la República de Costa Rica y la República Popular de China*. Pékin. 7 avril. Chap. 8 (Défense commerciale) et chap. 15 (Exceptions).

COMEX (2017) *Estadísticas*. <http://www.comex.go.cr/estadisticas/index.aspx> (15.06.2017).

Córdoba Ramirez Thais M. et Paladini Stefania (2013) « La política exterior de la nueva China y avances en las relaciones Costa Rica-China y el TLC », in Martínez Cortés José Ignacio (ed.) *América Latina y el Caribe-China. Relaciones políticas e internacionales*. Mexico. RED ALC-CHINA, UDUAL et UNAM/CECHIMEX. Pages 335-361.

Deng Yong (2011) « The Power and Politics of Recognition: Status in China's Foreign Relations », in Volgy Thomas J. et al. (ed.) *Major Powers and the Quest for Status in International Politics. Global and Regional Perspectives*. New York. Palgrave Macmillan. Pages 77-95.

Dollar David (2017) « China's Investment in Latin America ». *Order from Chaos. Geoeconomics and Global Issues*. N° 4 pages 1-21.

Dussel Peters Enrique (2014) *Política económica – comercio e inversiones – de Guatemala hacia la República Popular China. Hacia una estrategia en el corto, mediano y largo plazo*. Mexico. CEPAL.

Dyer Zach (2015) « Biofuels would be produced at Chinese refinery in Limón, says Costa Rica oil chief ». *The Tico Times*. 10 janvier.

Dyer Zach (2016) « Costa Rica cancels \$1.2 billion Chinese refinery project ». *The Tico Times*. 14 avril.

- 
- El Universo (2004) « Ocho ex presidentes centroamericanos, acusados de corrupción ». *El Universo*. 25 décembre.
- Ellis Robert Evan (2014) *China on the Ground in Latin America. Challenges for the Chinese and Impacts on the Region*. New York. Palgrave Macmillan.
- Erikson Daniel P. et Chen Janice (2007) « China, Taiwan, and the Battle for Latin America ». *The Fletcher Forum of World Affairs*. Vol 31 (N° 2) pages 69-89.
- Estado de la Nación (2016) *Programa Estado de la Nación en Desarrollo Humano Sostenible (Costa Rica)*. San José.
- Esteban Rodríguez Mario (2013) « ¿China o Taiwán?: Las paradojas de Costa Rica y Nicaragua (2006-2008) ». *Revista de Ciencia Política*. Vol. 33 (N° 2) pages 513-532.
- Fernández Jilberto Alex E. et Hogenboom Barbara (eds.) (2012) *Latin America Facing China: South-South Relations beyond the Washington Consensus*. New York. Berghahn Books.
- Fornés Gastón et Butt Philip Alan (2012) *The China-Latin America Axis: Emerging Markets and the Future of Globalisation*. Londres. Palgrave Macmillan.
- Gallagher Kevin P. (2016) *The China Triangle. Latin America's China Boom and the Fate of the Washington Consensus*. New York. Oxford University Press.
- Gallagher Kevin P. et Zarsky Lyuba (2007) *The Enclave Economy: Foreign Investment and Sustainable Development in Mexico's Silicon Valley*. The MIT Press. Cambridge.
- GRCR (Gobierno de la República de Costa Rica) (2007) *Plan Nacional de Desarrollo Jorge Manuel Dengo Obregón: 2006-2010*. San José. MIDEPLAN.
- GRCR (2010) *Plan Nacional de Desarrollo 2011-2014 « María Teresa Obregón Zamora »*. San José. MIDEPLAN.
- GRCR (2012) *Evolución de la Inversión Extranjera Directa 2011*. San José. MIDEPLAN.
- GRCR (2014) *Plan Nacional de Desarrollo 2015-2018 « Alberto Cañas Escalante »*. San José. MIDEPLAN.
- GRCR et GRPC (Gobierno de la República de Costa Rica et Gobierno de la República Popular China) (2007) *Memorando de Entendimiento entre el Gobierno de la*



República de Costa Rica y el Gobierno de la República Popular China sobre el Establecimiento de Relaciones Diplomáticas. Pékin. 1^{er} juin.

GRCR et GRPC (2010) *Tratado de Libre Comercio entre Costa Rica y China.* Pékin. 7 avril. http://www.sice.oas.org/Trade/CRI_CHN_FTA/Texts_Apr2010_s/Text_s.asp (25.09.2017).

HANBAN (2017a) *Confucius Institutes/Classrooms.* http://english.hanban.org/node_10971.htm (29.09.2017).

HANBAN (2017b) *¿Quiénes Somos?* <http://spanish.hanban.org/hb/index.html> (29.09.2017).

Hearn Adrian et Leon-Manriquez Jose Luis (eds.) (2011) *China Engages Latin America: Tracing the Trajectory.* Boulder. Lynne Rienner Publishers.

Hsu Angel et al. (2016) *2016 Environmental Performance Index.* New Haven. Yale University.

INEC (Instituto Nacional de Estadística y Censos) (2017) *Estadística de Comercio Exterior 2016.* San José. INEC.

Instituto Confucio (Instituto Confucio-Universidad de Costa Rica) (2017) « Nuestro Instituto ». <http://www.institutoconfucio.ucr.ac.cr> (29.09.2017).

Inter-American Dialogue (2017) *China-Latin America Finance Database.* http://thediologue.org/map_list (06.09.2017).

Jeng-Yi Lin (2016) « A Study on the State of Development of Higher Education Confucius Institutes from Mainland China ». *Chinese Education & Society.* Vol. 49 (N° 6) pages 425-436.

La Nación (2004) « El ex jefe de la OEA, detenido en Costa Rica. Miguel Ángel Rodríguez sufrió un desmayo en la Fiscalía donde debía ser indagado por corrupción ». *La Nación.* 16 octubre.

MFAPRC (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China) (2003) *China's Stand on South-South Cooperation.* Pékin. 18 août.

MFAPRC (2008) *China's Policy Paper on Latin America and the Caribbean.* Pékin. 5 novembre.



MFAPRC (2016). *China's Policy Paper on Latin America and the Caribbean*. Pékin. 24 novembre.

MFAPRC (2017a) *Countries and Regions*. http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/gjhdaq_665435/ (18.09.2017).

MFAPRC (2017b) *President Luis Guillermo Solís of Costa Rica Meets with Wang Yi*. San José. 16 septembre.

MFAPRC (2017c) *Wang Yi Holds Talks with Minister of Foreign Affairs Manuel González Sanz of Costa Rica*. San José. 16 septembre.

MFAPRC (2017d) *Wang Yi: Forge Closer, More Extensive and Deeper China-Costa Rica Partnership*. San José. 16 septembre.

MREE (Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República de Costa Rica) (2015) *Costa Rica y China fomentan crear Zona Económica Especial*. Pékin. 6 janvier.

Miller Jennifer L. et al. (2015) « Norms, Behavioral Compliance, and Status Attribution in International Politics ». *International Interactions*. Vol. 41 (N° 5) pages 779-804.

Murillo Zamora Carlos (2017) *Entretien avec le Professeur de Sciences politiques à la Universidad de Costa Rica et à la Universidad Nacional de Costa Rica*. San José. 3 août.

Myers Margareth et Wise Carol (eds.) (2017) *The Political Economy of China-Latin America Relations in the New Millennium: Brave New World*. Abingdon. Routledge.

Nan Zhong (2015) « Costa Rica seeks to diversify investment ». *China Daily*. 8 janvier.

NDRC/MFAPRC/MOFCOM (National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China et Ministry of Commerce of the People's Republic of China) (2015) *Vision and Actions on Jointly Building Belt and Road*. Pékin.

Nye Joseph S. (2004) *Soft Power. The Means to Success in World Politics*. New York. Public Affairs.

- 
- Ocampo Fernando (2017) *Entretien avec le Doyen de la Lead University et ex-Négociateur de l'accord de libre-échange entre la Chine et le Costa Rica*. San José. 14 août.
- OCDE (2013) «Industrial Policies in a Changing World: Shifting up a Gear». *Perspectives on Global Development 2013*. Paris. OCDE. Pages 43-44.
- OCDE (2015) «OECD establishes roadmap for membership with Costa Rica». <https://www.oecd.org/newsroom/oecd-establishes-roadmap-for-membership-with-costa-rica.htm> (21.03.2017).
- OCDE/CEPAL/CAF (2015) *Latin American Economic Outlook 2016: Towards a New Partnership with China*. Paris. OCDE.
- Pastrana Buelvas Eduardo et Gehring Hubert (eds.) (2017) *La proyección de China en América Latina y el Caribe*. Bogotá. Editorial Pontificia Universidad Javeriana/Fundación Konrad Adenauer.
- People's Daily Online (2006) «China promotes its culture overseas to dissolve "China threat"». *People's Daily Online*. 28 mai. http://en.people.cn/200605/28/eng20060528_269209.html (29.03.2017).
- Pérez Sáenz Andrés (2017) *Entretien avec le Premier Secrétaire et Consul à l'Ambassade du Costa Rica en Belgique*. Bruxelles. 13 juin.
- PROCOMER (2017) *Portal estadístico de comercio exterior*. <http://servicios.procomer.go.cr/estadisticas/inicio.aspx> (28.04.2017).
- Ray Rebecca, Gallagher Kevin P. et Sarmiento Rudy (2016) *Boletín Económico China-América Latina 2016*. Boston University. N° 3 pages 1-13.
- Roett Riordan et Paz Guadalupe (eds.) (2016) *Latin America and the Asian Giants: Evolving Ties with China and India*. Washington. Brookings Institution Press.
- Ruiz Marco Vinicio (2017) *Entretien avec l'ex-Ministre du Commerce extérieur (PLN) et ex-Ambassadeur du Costa Rica en République populaire de Chine (2010-2014)*. San José. 21 août.
- Santiso Javier (ed.) (2007) *The Visible Hand of China in Latin America*. Paris. Éditions de l'OCDE.



SIECA (Secretaría de Integración Económica Centroamericana) (2017) *Sistema de Estadísticas de Comercio de Centroamérica*. <http://servicios.procomer.go.cr/estadisticas/inicio.aspx> (15.08.2017).

Solís Fallas Ottón (2017), *Entretien avec le Député (PAC) à l'Assemblée législative de la République du Costa Rica*. San José. 24 août.

Spalding Rose J. (2014) *Contesting Trade in Central America: Market Reform and Resistance*. Austin. University of Texas Press.

Stagno Ugarte Bruno (2013) *Los caminos menos transitados: la Administración Arias Sánchez y la redefinición de la política exterior de Costa Rica, 2006-2010*. Heredia. EUNA.

TAOSC et SCPRC (Taiwan Affairs Office of the State Council et Information Office of the State Council of the People's Republic of China) (1993) *White Paper On Taiwan Issue: The Taiwan Question and Reunification of China*. Pékin. 31 août.

Trejos Montero Marta (ed.) (2009) *China – Costa Rica. Una referencia para Centroamérica*. San José. Centro Internacional para el Desarrollo Humano.

UNESCO (2016) *Rapport de l'UNESCO sur la science : vers 2030*. Paris. Éditions UNESCO.

Urcuyo Constantino (2014) « La Estrategia China en Centroamérica ». *Issue Brief*. Rice University's Baker Institute for Public Policy. 25 août.

Wintgens Sophie (2014) *La stratégie de construction de puissance de la Chine sur la scène internationale : le cas de la pénétration chinoise en Amérique latine*. Thèse de doctorat. Liège. Université de Liège et Université Saint-Louis – Bruxelles. 28 novembre.

World Economic Forum (2017) *The Global Competitiveness Report 2017–2018*. Genève. 26 septembre.

Zhang Yuchen (2015) « China, Costa Rican relation visionary ». *China Daily*. 12 janvier.